Corrigés des exercices : La Troisième République (4ème)

Corrigé des exercices – 4ème

Exercice 1 : Définir les mots clés

Le suffrage universel masculin est le système où tous les hommes adultes peuvent voter, sans condition de fortune ; les femmes en sont exclues. La laïcité est le principe selon lequel l'État est neutre en matière de religion et garantit la liberté de conscience. Une annexion est le rattachement d'un territoire à un État, souvent par la force : l'Allemagne annexe l'Alsace-Moselle en 1871.

Exercice 2 : Remettre les événements dans l'ordre

Ordre chronologique : (d) Sedan, 2 septembre 1870 ; (b) Commune de Paris, mars-mai 1871 ; (a) crise du 16 mai 1877 ; (e) lois scolaires de Jules Ferry, 1881-1882 ; (c) séparation des Églises et de l'État, 1905.

Exercice 3 : Vrai ou faux ?

(1) Vrai : après Sedan, la République est proclamée à l'Hôtel de Ville le 4 septembre 1870. (2) Faux : l'Assemblée élue en février 1871 est majoritairement monarchiste. (3) Faux : la Commune dure du 18 mars au 28 mai 1871, soit environ deux mois.

Exercice 4 : Texte à trous

« Après la défaite de Sedan, le traité de Francfort fait perdre à la France l'Alsace et une partie de la Lorraine. Elle doit payer cinq milliards de francs. Le chef du pouvoir exécutif est Thiers. »

Exercice 5 : Associer des personnages

Gambetta : (3), il organise la résistance en province. Thiers : (4), il dirige le gouvernement installé à Versailles. Jules Ferry : (2), lois de 1881-1882. Zola : (1), lettre ouverte publiée dans L'Aurore le 13 janvier 1898. Dreyfus : (5), condamné en 1894, réhabilité en 1906.

Exercice 6 : Lire une carte : la France en 1871

(1) Paris est la lettre A. (2) Sedan est la lettre C, au nord-est. (3) Strasbourg (D) et Metz (E) sont annexées. (4) Belfort (F) reste française.

Exercice 7 : Interpréter la carte

La zone rouge représente l'Alsace et la Moselle, perdues en 1871. Cette perte est vécue comme une humiliation nationale et nourrit l'esprit de revanche. Pour les habitants, deux conséquences : ils deviennent allemands, et beaucoup choisissent de partir (les optants) ; ceux qui restent vivent sous l'administration de l'Empire allemand.

Exercice 8 : Les causes de la Commune

Les Parisiens ont souffert du siège et se méfient d'une Assemblée monarchiste et provinciale. Quand Thiers veut reprendre les canons de la Garde nationale à Montmartre, le peuple s'y oppose. La Semaine sanglante provoque la mort de 10 000 à 20 000 communards et des milliers de condamnations et de déportations, ce qui décapite le mouvement ouvrier et laisse une mémoire douloureuse.

Exercice 9 : Comprendre un vocabulaire

Un monarchiste souhaite le retour d'un roi : ils dominent l'Assemblée de 1871. Un communard est un partisan de la Commune de Paris de 1871. Un dreyfusard est une personne qui réclame la révision du procès du capitaine Dreyfus et défend son innocence.

Exercice 10 : Les lois de 1875

Le président de la République est élu pour sept ans par le Parlement. La Chambre des députés est élue au suffrage universel masculin. Le Sénat est élu au suffrage indirect par des grands électeurs. Les ministres sont responsables devant le Parlement.

Exercice 11 : Analyser un texte de loi

(1) À tous les enfants, garçons et filles, de 6 à 13 ans. (2) L'instruction religieuse disparaît des programmes de l'école publique et laisse place à la morale civique : l'école devient laïque. (3) Les républicains veulent former des citoyens capables de lire, de s'informer et de voter, et attachés à la République.

Exercice 12 : Un texte d'historien sur la Commune

(1) Huit jours, du 21 au 28 mai 1871. (2) L'armée de Versailles, qui reprend Paris. (3) Les exécutions sans jugement n'ont pas laissé de registres complets : les historiens ne peuvent donner qu'une fourchette entre 10 000 et 20 000 morts.

Exercice 13 : Écrire une frise

1870 : Sedan et proclamation de la République. 1871 : Commune de Paris et traité de Francfort. 1875 : lois constitutionnelles. 1882 : école gratuite, obligatoire et laïque (Jules Ferry). 1894 : condamnation de Dreyfus. 1905 : loi de séparation des Églises et de l'État.

Exercice 14 : Les symboles de la République

La Marseillaise (hymne national en 1879), le 14 juillet (fête nationale en 1880), le buste de Marianne dans les mairies et la devise « Liberté, Égalité, Fraternité » sur les bâtiments publics. À cela s'ajoutent les funérailles nationales de Victor Hugo en 1885. Ces symboles font aimer la République et créent un sentiment d'appartenance commune.

Exercice 15 : La crise du 16 mai 1877

Le président Mac Mahon, monarchiste, s'oppose à la Chambre à majorité républicaine. Il renvoie le chef du gouvernement le 16 mai 1877 et dissout la Chambre. Les électeurs réélisent une majorité républicaine en octobre. Mac Mahon se soumet puis démissionne en 1879 : la Chambre l'emporte sur le président et le régime devient parlementaire.

Exercice 16 : Les libertés de 1881-1884

(1) Vrai : la loi du 29 juillet 1881 garantit la liberté de la presse. (2) Vrai : la loi Waldeck-Rousseau de 1884 autorise les syndicats. (3) Faux : les femmes n'obtiennent le droit de vote qu'en 1944.

Exercice 17 : L'affaire Dreyfus : paragraphe argumenté

En 1894, le capitaine Alfred Dreyfus, officier juif d'origine alsacienne, est condamné pour trahison sur la base de preuves fragiles. Quand des éléments montrent son innocence, l'armée refuse d'avouer son erreur, et l'affaire devient politique. Zola publie « J'accuse…! » en 1898. Les dreyfusards défendent la justice et les droits de l'individu ; les antidreyfusards défendent l'honneur de l'armée et expriment souvent des préjugés antisémites. La société se coupe en deux camps, jusqu'à la réhabilitation de Dreyfus en 1906. L'affaire montre que la République, pour durer, doit protéger les droits de chaque citoyen.

Exercice 18 : Raconter l'installation de la République

Après Sedan, la République est proclamée le 4 septembre 1870. L'Assemblée élue en 1871 est pourtant monarchiste : Thiers fait écraser la Commune de Paris, puis il est renversé en 1873 et remplacé par Mac Mahon. Faute d'entente entre les monarchistes, les lois constitutionnelles de 1875 organisent la République. Après la crise du 16 mai 1877, les républicains l'emportent, et Mac Mahon démissionne en 1879 : Jules Grévy devient président.

Exercice 19 : Comparer deux régimes

Sous le Second Empire, Napoléon III dirige le pays et les députés ont peu de pouvoir ; la presse est surveillée, malgré une libéralisation à la fin du régime. Sous la Troisième République, la Chambre des députés élue au suffrage universel masculin contrôle le gouvernement, le président est élu par le Parlement, et la loi de 1881 établit la liberté de la presse.

Exercice 20 : Bilan : une République fragile mais durable

La République s'enracine grâce aux lois de 1875, qui lui donnent un cadre, puis à l'action des républicains au pouvoir : libertés, école de Jules Ferry, symboles, laïcité. Elle surmonte la crise du 16 mai, le boulangisme et l'affaire Dreyfus. Ses limites sont l'exclusion des femmes du vote, le régime d'exception dans les colonies et la pauvreté de nombreux ouvriers.